Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1761

Artikel: Fonds souverains mais pas régnants, foi d'UBS : discrètement, les fonds d'État placent leurs pétromilliards dans le monde, pour le rendement, pas (encore?) pour le pouvoir : avec quels effets?

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024519

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Fonds souverains mais pas régnants, foi d'UBS

Discrètement, les fonds d'Etat placent leurs pétromilliards dans le monde, pour le rendement, pas (encore?) pour le pouvoir. Avec quels effets?

Yvette Jaggi (23 décembre 2007)

En avril dernier, les ministres des finances du G7 ne se préoccupaient encore que des fonds dits spéculatifs (*hedge funds*, qui pratiquent une gestion alternative). Six mois plus tard, ils ne parlent plus que des fonds souverains (*sovereign wealth funds*) qui gèrent un volume d'actifs au moins deux fois supérieur, approchant les 2500 milliards de dollars. C'est que, durant l'été, ces fonds d'Etat ont pris un essor sans précédent, multipliant les interventions spectaculaires que leur permettent, leur imposent même, les pétromilliards et diverses ressources disponibles en mal de placement.

Les Emirats arabes unis et les autres Etats du Golfe, certains pays émergents (Chine, Russie) ou disposant de fortes liquidités (Norvège, Singapour) ne se contentent plus de couvrir une part importante des gros emprunts émis par les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou les pays de la zone euro (plus de 460 milliards de dollars en 2006). Ils cherchent de meilleurs rendements dans les branches les plus diverses, des casinos de Las Vegas aux sociétés *high-tech* en passant par la grande distribution.

Ces derniers temps, les fonds souverains ont surtout visé le secteur financier, s'attaquant notamment aux bourses (le *Stock Exchange* de Londres et le *Nasdaq* aux USA) ainsi qu'aux banques. Ces dernières, obligées de se recapitaliser pour compenser les pertes liées à la crise américaine des crédits hypothécaires, offrent aux fonds d'Etat des occasions qu'ils s'empressent de saisir. Ainsi, coup sur coup, l'on a vu le fonds *Temasek*, créé à Singapour en 1981, et la très jeune *China Development Bank* reprendre ensemble 10% des actions de la *Barclays*, pour treize milliards d'euros; *Abu Dhabi Investment Authority*, le plus gros fonds souverain existant, acquérir pour 7.5 milliards de dollars une participation de 4.9%, près de trois fois supérieure à celle de l'*UBS* et de *Credit Suisse* réunis, au capital du géant américain *Citigroup*; le *Government of Singapore Investment Corporation* s'offrir pour onze milliards de francs 9% des actions de l'*UBS*, promptement surnommée l'Union de Banque singapourienne, avec siège au *Paradeplatz* comme ci-devant. Dernière en date des opérations du genre, le fonds souverain *China Investment* vient de sauver l'exercice 2007 de la *Morgan Stanley* en lui apportant cinq milliards d'argent frais, correspondant aussi à 9% de son capital-actions. Et voici qu'on annonce déjà l'intervention d'un fonds souverain, probablement *Temasek*, au secours d'une *Merrill Lynch* dont les crédits pourris dépasseraient au total les 15 milliards de dollars.

Tous ces investissements correspondent – pour l'heure – à des placements passifs, sans visée apparente de prise de pouvoir par les responsables des fonds d'Etat, respectueux de la souveraineté des autres sociétés, publiques ou privées. Pas de singapourien donc au Conseil d'administration de l'UBS, toujours présidé par l'insubmersible Marcel Ospel. Lequel ne s'épargnera ni procédures d'avocat ni protestations d'actionnaires discriminés lors des deux assemblées générales à venir.

De manière générale, le patriotisme capitaliste monte, sur le vieux continent en tout cas. A l'instigation de la France et de l'Allemagne, la Commission européenne se montre soucieuse de préserver les industries stratégiques, armement et nucléaire en tête. A noter la difficulté créée par la séparation décidée des activités de production et de distribution d'énergie. Et si la Russie, par l'intermédiaire de *Gasprom* ou du *Reserve Fund for Future Generation* qui verra le jour en février prochain, s'avisait de s'offrir une participation, voire le contrôle, de tel réseau d'électricité ou de gaz d'Europe occidentale?

Le spectre d'un péril jaune (Extrême-Orient) ou noir (comme le pétrole) rôde dans les coulisses d'une finance mondialement fragilisée par les agissements localisés. Face à ces risques géopolitiques, brusquement accrus par l'essor des fonds souverains, les marchés sauront sans doute

trouver la parade. Ceux qui les influencent pourraient par exemple s'appuyer davantage encore sur les investisseurs institutionnels et autres fonds de pension, qui gèrent tous ensemble plus de 50'000 milliards de dollars selon le *FMI*, en rémunérant leur fidélité par quelque fraction de pour-cent supplémentaire. A terme, ils pourraient aussi, avec l'appui des gouvernements, exiger des fonds souverains qu'ils fassent tous preuve d'une transparence comparable à ceux des Etats *«clairs»* (Norvège, Singapour) ou gérés à l'occidentale (Emirats notamment).

Dans l'immédiat et plus proche de nous, l'UBS se trouve d'ores et déjà confrontée aux interrogations des actionnaires, eux qui se retrouvent les principaux payeurs de la facture des *«subprime»*. Les cadres de la banque s'en tirent nettement mieux, puisque les boni distribués l'an dernier semblent devoir être maintenus pour 2007. Or leur montant atteint au total 9,5 milliards, équivalant au 86% de l'injection singapourienne...

Quant au combat entamé par la F*ondation Ethos*, qui a d'emblée obtenu le soutien de nombreuses caisses de pension, il devrait non seulement éclairer l'opinion publique mais aussi déboucher sur un renforcement des règles et pratiques bancaires en matière d'évaluation des risques et de surveillance, interne aussi bien qu'externe. Par une sorte de retournement inattendu, les fonds souverains d'Etats pas forcément forts pourraient avoir pour effet de renforcer l'Etat là où il se veut acteur subsidiaire et gestionnaire par exception, comme en Suisse par exemple.

Le développement durable du Père Noël

Le calendrier de l'Avent du développement durable publié sur le Net ouvre cette année des fenêtres pauvres en cadeaux. La bonne volonté ne suffit pas

Albert Tille (23 décembre 2007)

L'Office fédéral de l'énergie est l'initiateur de l'opération. Le calendrier ouvre vingt-quatre fenêtres qui sont autant d'incitations à respecter l'environnement et l'équité sociale. Le *CSA*, le *Club des Suisses sans automobile*, nous apprend qu'un million de Suisses ne se déplacent que par les transports en commun. *Equiterre* contribue à humaniser la ville en créant des jardins de poche. *Climat Star* distribue son trophée aux communes qui s'engagent en faveur de la mobilité douce. A vélo au boulot mène un combat analogue. Les 2343 *Anges gardiens* que compte la Suisse s'engagent à éteindre le *stand by* de leurs appareils électriques et à favoriser la consommation de produits agricoles locaux. *Max Havelaar* mène le combat du commerce équitable. Après le café et la banane, il fait la promotion des ventes de fleurs en provenance de l'Inde ou du Kenya. Qu'en pensent les *Anges gardiens*?

Un certain nombre d'entreprises – moins nombreuses que l'an passé – cultivent l'image du développement durable. Il y a, logiquement, celles qui fabriquent des panneaux photovoltaïques, celles qui produisent du papier recyclé ou labellisé *FSC*. Le patron écolo de la *Banque Sarrasin* ordonne des études sur les économies d'énergie et offre à ses collaborateurs un garage à vélo sécurisé et le demi tarif *CFF*. *Migros* prend l'initiative de vendre du carburant vert issu du soja avec un surcoût de 60 centimes par litre sans craindre de se faire accuser par Jean Ziegler d'affameur de l'humanité. *Coop* continue inlassablement de forger une image d'entreprise responsable avec ses produits *oecoplan* et son coton biologique et social. Dans le même temps, le syndicat agricole *Uniterre* attribue dans un récent communiqué le *«cochon doré»* à *Coop* qui mène campagne contre les droits de douane sur les céréales, une atteinte directe aux intérêts des paysans suisses.

L'an passé, le calendrier faisait une publicité négative aux entreprises sourdes aux exigences du développement durable (DP 1714). La version 2007 est moins audacieuse. Elle se contente de délivrer des bons points. Mais l'Office fédéral de l'énergie ne renie pas